

Sante Cruciani (dir.), *Bruno Trentin e la sinistra italiana e francese*, Rome, École française de Rome, 2012, 694 p.

Virgile Cirefice



Résistant, syndicaliste de premier plan puis député européen, Bruno Trentin (1926-2007) occupe une place importante au sein de la gauche européenne. Fils de l'intellectuel antifasciste Silvio Trentin, il passe une partie de sa jeunesse en France, ce qui contribue à fonder son engagement européen et fédéraliste. Revenu en Italie à la chute du fascisme, il entame une carrière syndicale au sein de la puissante CGIL (Confederazione generale italiana del Lavoro) – l'équivalent italien de la CGT – où il développe une étude attentive des évolutions du capitalisme et milite pour l'autonomie syndicale. Inscrit au parti communiste, il gravit les échelons du syndicat jusqu'à en prendre la tête dans la période tourmentée du début des années 1990, qui voit la république italienne ébranlée par les scandales et par la reconfiguration radicale du paysage politique. Après cette expérience,

Bruno Trentin se consacre à l'Union européenne, dont il devient député, et au mouvement fédéraliste.

Cet imposant ouvrage, dirigé par Sante Cruciani, historien de l'université de Viterbe, spécialiste du syndicalisme et de l'Union européenne, est issu d'un colloque de 2010 tenu à l'École française de Rome, trois ans après la mort de Bruno Trentin – d'où la teneur parfois un peu hagiographique de certains propos. Il se proposait de dresser un premier bilan historique de son activité politique, tout en proposant des pistes pour les recherches à venir. L'ouvrage présente en effet l'intérêt de n'être pas uniquement un recueil d'articles sur le syndicaliste : il offre des témoignages de dirigeants qui l'ont côtoyé (comme Jacques Delors), une importante sélection de documents inédits, ainsi que deux instruments de recherche archivistiques permettant d'identifier les documents en lien avec Bruno Trentin dans les fonds du Parti communiste italien et dans ceux de la CGIL. Autant d'éléments qui se révéleront, sans nul doute, utiles aux recherches futures.

La plupart des contributions insistent à juste titre sur l'importance de Giuseppe Di Vittorio, charismatique leader de la CGIL, dans la formation de Bruno Trentin. Ce dernier intègre le syndicat au moment des grands bouleversements des années 1950, qui voient Di Vittorio réfléchir au positionnement de la CGIL par rapport au Parti

communiste, et prôner l'adaptation aux nouvelles conditions économiques en rompant avec un certain nombre de dogmes historiques du syndicat. Depuis la commission des études, où Bruno Trentin est appelé à jouer un rôle important dans l'actualisation de l'analyse du monde du travail, il observe et accompagne les mutations du syndicalisme italien, qui débouchent sur l'affirmation de l'autonomie syndicale et sur une position moins rigide à l'égard de certaines réformes proposées par le gouvernement.

Trentin garde de cette collaboration une attention marquée aux évolutions du monde du travail et la conviction que, pour être efficace, l'action syndicale doit s'adapter rapidement aux transformations du capitalisme. Il engage dans ce sens une réflexion d'envergure, dont plusieurs contributions s'attachent à retracer la genèse. Défendant – contre la CGT notamment – le terme de « néo-capitalisme », Bruno Trentin condamne l'idée que l'augmentation du profit provient nécessairement d'une intensification de l'exploitation des travailleurs et juge nécessaire de réfléchir au progrès technique, aux gains de productivité et aux mutations des conditions de travail qu'ils entraînent. Il développe ainsi une pensée originale à la fois tournée vers une démocratisation accrue des prises de décisions dans l'entreprise et vers une attention soutenue à la personne humaine, à l'individu au sein de la masse des travailleurs. De formation laïque mais lecteur d'Emmanuel Mounier et de Jacques Maritain, Bruno Trentin conçoit une doctrine composite, qu'Éric Vial qualifie de « socialisme à la fois marxiste et chrétien à mi-chemin entre Rosa Luxembourg et Simone Weil ».

Cependant, la grande idée de Bruno Trentin reste le fédéralisme, sur lequel les deux articles d'Alessandro Casellato et de Sante Cruciani) insistent particulièrement, et que le dirigeant syndical décline à plusieurs échelles. En reprenant la distinction de Norberto Bobbio entre un fédéralisme externe, qui permet le dépassement de l'État-nation par une unification par le haut, et un fédéralisme interne, produit de la désarticulation de l'État centralisé par un processus de « libération par le bas », on peut reconstituer les deux versants de la pensée de Trentin qui cherche à concilier son attachement européen et son idéal de démocratie au sein de l'entreprise.

À la tête de la puissante Fédération internationale des organisations de travailleurs de la métallurgie (FIOM) pendant une quinzaine d'années, Bruno Trentin cherche à promouvoir un mouvement de démocratisation dans les entreprises et se montre attentif aux expériences qui naissent notamment de l'*Autunno caldo* de 1969 et de ses mouvements sociaux très durs. C'est l'un des mérites de cet ouvrage que de contribuer à l'étude de la représentation des ouvriers au sein des grandes usines italiennes. Plusieurs articles montrent bien l'intérêt que porte Bruno Trentin aux *Consigli di Fabbrica*, ces conseils de délégués élus sur une base plus large que les commissions internes qui existaient jusque-là, même si ce phénomène se développe en partie en marge des syndicats. Malgré leur dépérissement progressif, Bruno Trentin continue de les soutenir car il voit en eux une étape de la démocratisation du monde du travail et une possibilité de prendre des décisions collectivement et localement.

L'autre versant de l'engagement fédéraliste de Bruno Trentin s'incarne dans l'Union européenne à laquelle il se consacre après son expérience à la tête de la CGIL –

étonnamment assez peu étudiée dans l'ouvrage. Il rappelle régulièrement les positions de son père qui, dès les années 1930, voyait dans le dépassement de l'État-nation un moyen de mettre fin aux incessants conflits européens en sectionnant les racines du nationalisme. Dès le traité de Rome, Bruno Trentin insiste sur la nécessité pour le syndicat de s'intéresser aux évolutions de la Communauté européenne. Puis, au sein d'une CGIL moins hostile à la Communauté économique européenne (CEE) que la CGT, il milite pour un rapprochement avec les syndicats européens et pour un éloignement de la Fédération syndicale mondiale, d'obédience communiste, ce qui advient après le printemps de Prague. Sensible à la politique menée par Jacques Delors (dont il est proche) lorsque ce dernier préside la commission européenne (1985-1995), Bruno Trentin prône ensuite un renforcement de l'Union européenne et, comme député européen, participe à de nombreuses initiatives en ce sens, jusqu'à rejoindre le « groupe Spinelli » avec entre autres Michel Rocard et Martin Schultz, à l'origine en 2001 d'un *Manifeste pour un nouveau fédéralisme*, visant à convertir le groupe socialiste européen à l'idée fédéraliste.

Au terme d'une lecture stimulante, on voit donc se dessiner une cohérence dans l'engagement de Bruno Trentin, qui puise autant ses racines dans le socialisme libéral de son père, son expérience antifasciste et le fédéralisme européen que dans la CGIL de Giuseppe Di Vittorio et l'analyse des mutations du capitalisme au temps du *miracle économique* italien des années 1950-1960.